



Concertation nationale sur l'énergie et le climat

Force Ouvrière est une confédération interprofessionnelle de syndicats de salariés. Composée de 21 Fédérations et 102 Unions départementales. Elle représente les travailleurs de tous les secteurs d'activité. Elle compte plus de 500 000 adhérents.

FO défend les droits des salariés tout en affirmant son attachement aux valeurs républicaines. Partisane de la solidarité, elle soutient les services publics et les énergies décarbonées, piliers d'une transition énergétique juste et équitable. Opposée aux politiques d'austérité, FO agit également pour protéger les consommateurs, promouvoir l'égalité de traitement et garantir des tarifs énergétiques

Le point de vue de Force Ouvrière sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

Pour Force Ouvrière, la réussite de la mise en œuvre de la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie nécessite d'anticiper davantage les évolutions des emplois et des compétences, de (re)localiser des activités sur le territoire, de sécuriser des parcours professionnels et des reconversions professionnelles, en particulier sur les filières en décroissance.

Il est également essentiel de renforcer les investissements, notamment en termes d'emplois et de formation, mais aussi de recherche et développement pour soutenir de nouvelles activités sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

La planification doit être réalisée par l'État à l'échelle nationale et reposer sur des services publics efficaces dans un souci d'égalité de traitement des citoyens. Concernant les plus vulnérables, les aides existantes sont à pérenniser, il faut aussi des mesures permettant de maîtriser les prix de l'énergie et de garantir l'accès à une mobilité peu carbonée abordable pour l'ensemble des usagers.

Enfin, pour réussir une transition énergétique socialement juste, la négociation collective est un levier essentiel au niveau national, dans les branches et dans les entreprises.

Si nous nous félicitons des récents changements politiques reconnaissant l'importance des différentes énergies dans le mix énergétique, FO alerte sur les risques d'une projection de trajectoire trop rapide pour l'électrification telle que portée par la PPE3. Elle met en péril de nombreux secteurs industriels, avec pour conséquence la disparition de nombreux emplois. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de le prendre en compte et d'œuvrer pour trouver des solutions de diversifications ou reconversions des entreprises concernées permettant le maintien des emplois.

Pour un mix énergétique décarboné sociale et solidaire

La place des services publics doit être renforcée

La place des services publics doit être renforcée pour protéger les citoyens et les acteurs économiques des crises énergétiques. FO se félicite des récents changements politiques reconnaissant l'importance de toutes les énergies dans le mix énergétique. Cependant, la persistance de la logique du "tout marché" freine un développement équitable des filières, favorisant l'inflation et la raréfaction des ressources.

FO appelle à un service public de l'énergie pour garantir un modèle industriel équitable. L'État doit piloter un plan ambitieux pour l'énergie décarbonée, en renforçant les moyens des ministères concernés et en mobilisant une ingénierie publique capable de soutenir des projets d'envergure. Le modèle des startups ne suffit pas pour développer les technologies nécessaires à cette transition.

Pour une transition énergétique juste et solidaire

Face à la crise énergétique où les prix explosent, impactant consommateurs, entreprises et salariés, FO demande un bilan des décisions européennes ayant ouvert les marchés de l'énergie à la concurrence. Malgré des évolutions comme un retour à la souveraineté énergétique, une reconnaissance du nucléaire pour la décarbonation, ou l'idée de plafonner les prix pour les consommateurs, la situation reste fragile. Le modèle concurrentiel exacerbé

génère un système déséquilibré, ponctué de mécanismes complexes et inefficaces (ARENH, marchés CO2, appels d'offres à long terme).

FO défend des prix garantis reflétant les coûts réels de production. La régulation hors marché, dernier rempart contre la volatilité des prix, est menacée, notamment après la suppression du TRVgaz. FO réclame sa réactivation, accompagnée d'un développement du biogaz, et un retour à un TRVélectricité déconnecté des fluctuations des prix de gros.

Dans ce contexte, le doublement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) prévu pour la 6^e période suscite des inquiétudes. Bien que ces dispositifs visent des économies d'énergie, leur efficacité réelle n'est pas démontrée. Pire, ils pèsent sur les factures des ménages et restent marqués par des fraudes fréquentes. FO souligne que ces outils, mal ciblés, bénéficient à un nombre limité de foyers, tandis que leur coût reste disproportionné.

Enfin, l'enjeu d'une égalité d'accès à l'énergie pour tous les territoires est crucial. FO s'oppose fermement à la remise en cause de la péréquation tarifaire, qui garantit aujourd'hui des prix harmonisés sur tout le territoire. La décentralisation prônée par certains, visant à confier les réseaux de distribution aux collectivités locales, risquerait d'aggraver la fracture territoriale, particulièrement au détriment des zones rurales déjà vulnérables.

Pour FO, une transition énergétique juste repose sur des politiques publiques ambitieuses. Loin des logiques purement concurrentielles, elle doit garantir un accès équitable à l'énergie pour tous, tout en stabilisant les coûts et en protégeant les

populations les plus fragiles. Seule une approche cohérente et solidaire permettra d'assurer un avenir énergétique durable.

Pour un mix énergétique décarboné

En 2023, le mix énergétique français présente la répartition suivante :

- **Pétrole** : représente environ 30 % de la consommation d'énergies primaires, avec une utilisation majoritaire dans les transports.
- **Électricité** : constitue 25 % de la consommation finale. Elle est principalement produite à partir de nucléaire (65 % de la production électrique) et de sources renouvelables en progression, comme l'hydraulique, l'éolien et le solaire.
- **Gaz naturel** : compte pour 15 % de la consommation d'énergies primaires, en baisse en raison de la hausse des prix et des efforts de décarbonation.
- **Bois-énergie/biomasse** : fournit 4,7 % des énergies primaires, principalement utilisée pour le chauffage.
- **Énergies renouvelables** : représentent près de 14 % de la consommation d'énergies primaires, avec une part croissante dans le mix énergétique.

La transition énergétique française se poursuit, marquée par une montée des énergies renouvelables et une réduction progressive des énergies fossiles.

La souveraineté énergétique est désormais au cœur de notre politique énergétique, un principe que FO prône depuis toujours. La neutralité technologique, mise en avant dans le projet de PPE3, soutient également le mix énergétique que FO défend. Lutter contre le réchauffement climatique tout en répondant aux besoins des citoyens nécessite une complémentarité des énergies, et non une opposition, pour être efficace.

Les énergies fossiles représentent près de 60 % de la consommation en France, tandis que l'électricité est décarbonée à 96 %. L'électrification des usages et le recours aux énergies décarbonées contribueront à réduire notre empreinte carbone. Il est crucial de valoriser les filières éprouvées et de les accompagner dans la décarbonation de leurs énergies primaires pour garantir notre sécurité d'approvisionnement.

Cependant, plusieurs défis subsistent pour atteindre notre indépendance énergétique :

- **Hydroélectricité** : défendre cette énergie renouvelable et stockable contre la concurrence étrangère, renforcer la maintenance et permettre des investissements, tout en résistant à la directive européenne.
- **Nucléaire** : obtenir la reconnaissance européenne du nucléaire comme énergie décarbonée, soutenir son financement et relancer la recherche pour fermer le cycle. Le nucléaire reste essentiel pour stabiliser le réseau face aux énergies intermittentes.
- **Bio-gaz** : préserver nos compétences et maintenir un réseau solide d'infrastructures performantes. Le biogaz doit être au cœur de la transition, alimentant les réseaux de chaleur et contribuant à l'équilibre du système électrique.
- **Hydrogène** : développer la recherche pour faciliter la transition vers des e-fuels dans les secteurs aériens, maritimes et routiers.
- **Stockage** : le stockage est indispensable pour garantir la stabilité du système face aux énergies renouvelables intermittentes.

- **Recyclage des ENR** : il est nécessaire de créer une filière industrielle pour le recyclage des moyens de production des énergies renouvelables (PV et éoliennes) en fin de vie, générant ainsi des emplois.

Enfin, un plan d'électrification des usages doit être mis en place, permettant une vision commune de la flexibilité et de l'équilibre du système énergétique global. Une approche systémique, plutôt que concurrentielle, nous permettra de progresser plus rapidement et à moindre coût.

Accompagner les travailleurs dans la Transition Énergétique

Assurer la transition énergétique implique également d'accompagner les travailleurs des secteurs impactés, qui contribuent à l'évolution des énergies fossiles vers les énergies durables. Ils sont également un investissement pour l'avenir.

Tout comme nous aurons besoin de toutes les énergies décarbonées, nous aurons besoin de tous types de travailleurs, jeunes ou seniors, avec des garanties sociales élevées, des parcours professionnels adaptés et suivis pour les fidéliser. L'accompagnement des reconversions industrielles et professionnelles doit être une priorité, afin d'éviter que les travailleurs ne portent seuls les conséquences du retard des dirigeants sur la prise de conscience climatique.

La transition vers les énergies décarbonées doit être anticipée par les politiques publiques pour éviter des plans sociaux brutaux. Des embauches substantielles sont nécessaires, mais elles dépendent de la santé économique générale et des entreprises. Il est essentiel de promouvoir l'apprentissage localement et de recruter des travailleurs expérimentés ou en formation.

Des plans de formation ambitieux, adaptés aux besoins des territoires et des entreprises, doivent offrir des parcours professionnels durables. La mobilité des travailleurs est également un enjeu clé, devant être accompagnée de garanties sociales élevées, notamment en matière de rémunération et de logement. Ces derniers ne doivent, en effet, pas être pénalisés par la fiscalité liée à des déplacements contraints, souvent dus à la pression immobilière et à leur pouvoir d'achat. L'exclusion climatique menace la liberté et l'égalité entre citoyens. FO soutient les multimodalités, notamment le transport fluvial, les transports en commun et le ferroviaire, qui contribuent à la réduction du CO2.

Conclusion

La transition énergétique doit s'inscrire dans la justice sociale, combinant la régulation des prix, la reconnaissance des énergies décarbonées et l'accompagnement des travailleurs des secteurs touchés. FO appelle l'État à piloter un plan ambitieux, avec des ministères renforcés et une ingénierie publique mobilisée. La souveraineté énergétique et l'accès équitable à l'énergie pour tous, au prix le plus bas, nécessitent de développer des filières comme le nucléaire, l'hydraulique, le biogaz, l'hydrogène et le stockage des énergies. Il est impératif d'offrir un accompagnement adapté aux salariés, en promouvant des formations et en garantissant des conditions de travail dignes. L'inclusion sociale, la protection des plus vulnérables et la cohésion territoriale sont essentielles pour une transition durable et équitable.